

# Maghreb Canada Express

19<sup>ème</sup> année  
Volume XX, N° 10  
(SEPT. - OCT. 2022)

Pour nous joindre, Téléphone : (+1) 514-576-9067, Courriel : contact@elfouladi.com

© Les Éditions Maghreb Canada



## IRAN - DROIT DE LA PERSONNE Le Calvaire au Féminin

Page 3

### À LIRE ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO :

#### MAROC

L'Initiative Marocaine pour la négociation  
d'un statut d'autonomie pour le Sahara ;  
en quoi consiste-t-elle ? (Page 6)

#### SPORT

FRANCE : L'Affaire Pogba  
(Page 4)

ÉDITION CONDENSÉE AUTOMNE 2022

Cette édition est financée [en partie]  
par le gouvernement du Canada

Canada

Crédit Photo : DR

Alger - Tunis - Casa



Liban - Afrique - Europe - Forfait Sud

مايسترو

VOYAGES MAESTRO

سفریات

9150, L'Acadie, Suite 203, Montréal (Qc) H4N 2T2 Infos sans frais : 1.888.485.0444



Tél. 514 381-1999



AIRFRANCE



TUNISAIR

Titulaire d'un Permis du Québec



نرحب بجميع الجاليات العربية والمغربية و نؤمن لهم أفضل الخدمات بأحسن الأسعار

Toufic Sleiman  
Propriétaire

## Un mois au Québec...

### COMMUNIQUÉ

# Au Québec, 1 jeune sur 4 en transition vers la vie adulte a reçu l'aide de la Fondation des jeunes de la DPJ

En 2022 au Québec, 1 jeune de la DPJ sur 4 quittant le système de protection de la jeunesse à sa majorité, a reçu l'aide de la Fondation des jeunes de la DPJ. Si cette donnée impressionne par la mobilisation de la collectivité pour soutenir les jeunes les plus vulnérables de notre société, elle inquiète aussi par les besoins grandissants qui y sont exprimés. À la veille des élections provinciales, la Fondation tient à rappeler l'urgence d'agir pour le mieux-être des jeunes de la DPJ.

Pandémie, inflation, insécurité résidentielle... ces trois termes suffisent à expliquer la nature des besoins criants qui chaque jour sont adressés à la Fondation. À cela s'ajoutent les traumatismes vécus par des jeunes qui ont été maltraités, négligés, abusés et la nécessité de leur venir en aide devient évidente.

#### Vie adulte, aide alimentaire et santé mentale : une aide directe

Devant cette réalité crève-cœur, la Fondation des jeunes de la DPJ ne reste pas les bras croisés. Elle rassemble les acteurs qui œuvrent directement auprès des jeunes et elle agit. Identifiée comme un enjeu majeur dans le rapport de la Commission Laurent, la préparation à l'autonomie des jeunes de la DPJ représente une part importante des actions de la Fondation.

Des quelque 2000 jeunes qui quittent actuellement le système de protection à leur majorité, 1 jeune sur 4 aura reçu une aide de la Fondation. Ce soutien se concrétise sous de multiples formes : bourses d'études, trousseaux de départ en appartement, titres de transport, paiement de loyer, hébergement supervisé, stage et insertion professionnelle.

Les jeunes et les familles vulnérables sont touchés de plein fouet par l'augmentation du coût de la vie. Pour faire face à l'insécurité alimentaire, la Fondation a distribué 2X plus d'aide alimentaire au cours de la dernière année. La santé mentale des jeunes est au cœur des préoccupations de plusieurs experts qui sonnent l'alarme.

Étant témoin à chaque jour des ravages causés, entre autres, par la pandémie, la Fondation a dédié, au cours de la dernière année, 36 % des fonds alloués à ses programmes pour favoriser la santé mentale des jeunes de la DPJ.

Art-thérapie, zoothérapie, activités sportives, artistiques ou culturelles, des démarches multiples sont entreprises pour favoriser le mieux-être, l'estime et l'accomplissement de ces enfants et ces adolescents qui portent en eux de grandes souffrances. Extérioriser leur mal, créer un souvenir heureux, se sentir accepté et important, voilà des actions qui les mènent vers un avenir plus lumineux.

« Plus que jamais, les jeunes de la DPJ ont besoin que l'on s'engage collectivement à transformer leur présent et leur avenir. C'est le souhait sincère de la Fondation des jeunes de la DPJ et la dernière année a démontré l'impact concret d'une action davantage concertée. Maintenant, nous attendons que les candidats de tous les partis prennent position

en leur faveur », affirme Fabienne Audette, directrice générale de la Fondation.

#### Ensemble, on va plus loin

Cette année seulement, la Fondation des jeunes de la DPJ a collaboré avec plus de 60 organismes d'horizons divers à Montréal et à travers la province pour apporter rapidement une aide personnalisée et directe au plus grand nombre possible de jeunes. La population a également répondu à l'appel dans un mouvement sans précédent de mobilisation. Plus de 59 % de nouveaux donateurs se sont joints à la cause des jeunes en besoin de protection via la Fondation des jeunes de la DPJ. Par leur volonté philanthropique, ces donateurs envoient un message fort : ils refusent d'être immobiles et impuissants devant cet enjeu de société primordial qu'est l'avenir de nos jeunes.

#### Leur vie transformée grâce à la générosité :

- ♦ Justine\* a bénéficié de tutorat pour lui permettre de réussir ses mathématiques et continuer son parcours avec ses amies en 6e année.
- ♦ Claudia a vécu des abus physiques. Lors de son témoignage au tribunal, elle est accompagnée du chien de soutien de la Fondation qui lui permet de faire face à ce moment de stress intense.
- ♦ Depuis 3 mois, William expérimente la vie autonome dans un appartement d'essai pour se sentir en confiance lorsqu'il quittera le centre jeunesse.
- ♦ Mathéo a participé à un camp de soccer cet été. Pour la première fois, il s'est senti bon. Il travaillera très fort sur son comportement pour pouvoir y retourner l'été prochain.

\*Le nom est fictif, mais l'histoire est réelle

Une aide à Montréal et ailleurs au Québec Depuis 1998, la Fondation soutient les jeunes de la DPJ en offrant une aide qui vient compléter celle de l'État et qui permet de répondre rapidement à des besoins précis et personnalisés. Dans un désir d'accroître l'impact de ses actions et pour répondre aux besoins criants toujours plus nombreux, la Fondation a élargi sa mission afin d'apporter une aide aux jeunes pris en charge par la DPJ, à travers le Québec. Ayant pour port d'attache Montréal, la Fondation continue d'appuyer les jeunes de la métropole, tout en renouvelant à chaque année un appui aux initiatives régionales.

Pour en savoir plus sur l'impact de la Fondation, visitez le :

FONDATIONJEUNESDPJ.CA

Source :

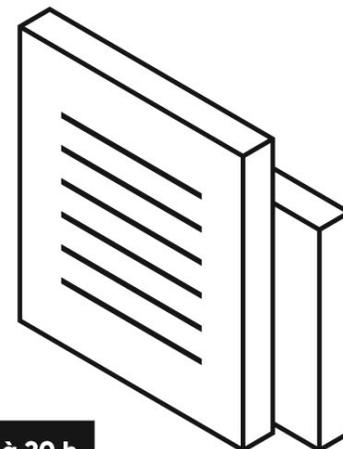


## Élections provinciales 3 octobre 2022

### Jusqu'au 29 septembre

Inscrivez-vous sur la liste électorale ou modifiez votre inscription

- Pour voter, vous devez être inscrite ou inscrit sur la liste électorale.
- Vérifiez si vous l'êtes sur l'avis d'inscription envoyé par la poste ou sur notre site Web, à l'adresse [www.elections.quebec/verifiez](http://www.elections.quebec/verifiez).
- Si votre nom n'est pas sur la liste ou si vous constatez une erreur, présentez-vous à l'adresse indiquée sur votre avis\*.
- Apportez une ou plusieurs pièces d'identité qui, ensemble, indiquent votre nom, votre date de naissance et votre adresse.
- Les 23, 24, 27, 28 et 29 septembre, vous pourrez voter par la même occasion\*.



### Les 25 et 26 septembre, de 9 h 30 à 20 h

Votez par anticipation

- Vérifiez l'adresse de votre bureau de vote par anticipation sur l'avis d'inscription envoyé par la poste ou sur notre site Web, au [www.elections.quebec/ou-quand](http://www.elections.quebec/ou-quand)\*

### Le 3 octobre, de 9 h 30 à 20 h

Votez le jour des élections

- Vérifiez l'adresse de votre bureau de vote sur la carte de rappel **jaune** envoyée par la poste ou sur notre site Web, au [www.elections.quebec/ou-quand](http://www.elections.quebec/ou-quand)\*

Apportez l'une des cinq pièces d'identité requises pour voter

(permis de conduire du Québec, carte d'assurance maladie du Québec, passeport canadien, certificat de statut d'Indien ou carte d'identité des Forces canadiennes).

### Vivez la démocratie en famille!

Vous avez de jeunes enfants? Initiez-les à la démocratie en les accompagnant aux petits bureaux de vote. Installés dans chaque lieu de vote, les petits bureaux de vote permettent aux enfants de répondre à une question spécialement conçue pour eux. Découvrez cette question au [www.elections.quebec/petitsbureaux](http://www.elections.quebec/petitsbureaux).

### Pour en savoir plus

- Rendez-vous sur notre site Web, au [www.elections.quebec](http://www.elections.quebec) ;
- Communiquez avec nous :
  - par téléphone, au **1 888 ÉLECTION** (1 888 353-2846) ;
  - par courriel, à l'adresse [info@electionsquebec.qc.ca](mailto:info@electionsquebec.qc.ca) ;
  - par texto, au **868372** (VOTEQC) (des frais standards s'appliquent).



\*Tous les lieux où vous pouvez voter par anticipation sont accessibles et la majorité des lieux où vous pouvez voter le 3 octobre le sont aussi. Pour en savoir plus sur les critères d'accessibilité de chaque lieu, consultez le [www.elections.quebec/ou-quand](http://www.elections.quebec/ou-quand). Si votre lieu de vote ne répond pas à vos besoins, communiquez avec votre directrice ou directeur du scrutin pour demander l'autorisation de voter dans un autre lieu de votre circonscription.

Le 3 octobre,  
on inverse la tendance.  
Tout le monde vote.

élections  
Québec



IRAN

# Droits de la Personne : Le Calvaire au Féminin



Par Mustapha Bouhaddar

**B**risant plusieurs tabous, un grand nombre de témoignages de femmes victimes de harcèlement sexuel voire de viols secouent les mentalités, forçant les autorités à voir les choses en face.

## Entre violences et revendications : quelle place pour les femmes en Iran ?

L'honneur empêche la plupart des victimes de s'exprimer par crainte de la réprobation et de la relégation. S'exposer revient à prendre de grands risques que peu de femmes acceptent de courir. Cette situation n'échappe d'ailleurs pas aux agresseurs. Ils sont clairement conscients de cette faiblesse des femmes en Iran et savent que le doigt du blâme est d'abord braqué sur la femme.

L'ambiguïté dans la définition du viol est également une des causes du silence et du non-signalement d'abus aux autorités judiciaires, certaines femmes ne prenant pas conscience du fait que c'est bien d'une violence sexuelle dont elles ont été victimes.

Les prescriptions et les interdits restent nombreux, notamment dans la reconnaissance juridique du viol et du harcèlement sexuel, bloquant souvent toute tentative de dénonciation.

Ainsi, le droit pénal iranien ne reconnaît pas le viol ni les agressions

sexuelles. Seuls l'adultère et les agressions physiques s'en approchent mais sans parvenir à reconnaître le caractère particulier des violences sexuelles à l'égard des femmes.

L'interprétation des juges prend alors le dessus, laissant les Iraniennes dans une situation où nombre d'entre elles n'osent guère intenter une action en justice, de peur de perdre.

Les viols et harcèlements sexuels restent d'ailleurs encore peu étudiés dans le pays afin de ne pas entacher la moralité publique et les autorités en place. Les quelques études existantes témoignent cependant d'une présence à grande échelle de ces différentes formes de violences.

## La mort inexpliquée de Mahsa Amini

Mahsa Amini âgée de 22 ans et originaire de Sanandaj dans l'ouest de l'Iran, a été arrêtée par la « police des mœurs » de Téhéran le 13 septembre. Peu après son arrestation, tombée dans le coma, Mahsa a été transférée à un hôpital ; elle est décédée le 16 septembre.

Selon le site d'informations iranien Etemad, la police des mœurs a arrêté Mahsa, qui se trouvait avec son frère, devant la station de métro Haghani à Téhéran en raison de ce que les autorités ont qualifié de hijab « inapproprié ». Les policiers ont dit à son frère qu'ils allaient emmener Mahsa au siège de la police des mœurs pour un « cours d'éducation et d'orientation ». Deux heures plus tard, le frère de Mahsa a appris qu'elle avait été emmenée à un hôpital. Selon les médias, il a déclaré que pendant qu'il attendait sa sœur devant le siège de la police des mœurs, il a entendu des cris, que d'autres ont aussi entendus. Des femmes qui ont quitté le bâtiment ont déclaré : « Ils ont tué quelqu'un là-dedans ».

Le 15 septembre, le centre d'information de la police iranienne a affirmé

que Mahsa avait eu une crise cardiaque pendant sa détention et avait été immédiatement transférée à l'hôpital.

Le 16 septembre, la télévision d'État a diffusé une vidéo semblant montrer Mahsa entrant dans une salle pour le « cours d'orientation », puis parlant avec une femme qui semble être une policière, avant de tomber soudainement. La police a déclaré qu'elle fournirait des informations supplémentaires. De hauts responsables iraniens, dont le président et des membres du parlement, ainsi que d'anciens représentants du gouvernement, ont appelé à l'ouverture d'une enquête pour clarifier cet incident.

La mort d'une femme arrêtée à cause de la façon dont elle était habillée met en évidence un système profondément pervers. Il est absolument nécessaire de mener une enquête transparente sur la mort de Mahsa Amini, de punir les responsables de manière appropriée et d'accorder des réparations à sa famille.

Mais au-delà, les autorités iraniennes devraient également abolir la loi sur le port obligatoire du hijab et abroger ou réformer les autres lois qui privent les femmes de leur autonomie et de leurs droits. Ce serait un pas essentiel vers l'élimination de la discrimination et de la violence parfois mortelle subies par la moitié de la société iranienne, sous le régime d'un État répressif et agissant avec impunité.

Dans l'islam la femme n'a jamais été précédée par l'homme, ni laissée en arrière. Comme lui, elle a cru, immigré en compagnie du prophète lorsqu'il fut victime de l'intolérance de son peuple, la femme a toujours su donner sa part à l'édification et la transmission des valeurs humaines et spirituelles à savoir celles de l'islam.

Apparemment, les autorités iraniennes ont une autre vision de l'Islam...

© Une production

LES ÉDITIONS  
MAGHREB CANADA

"D'un Continent à l'autre"

1485, rue des Roses  
Sherbrooke (Québec) J1E  
4J2

Canada.

ISSN 1708-8674

DÉPÔT LÉGAL: 2550843

Directeur de Publication  
et Rédacteur en  
Chef

Abderrahman EL FOULADI

INFORMATION / PUBLICITÉ

Tél : 514-576-9067

Courriel : contact@elfouladi.com

CHRONIQUEURS

Mustapha Bouhaddar, Écrivain  
(France)Dr Mraizika Mohammed  
(France)Pr. Moha Ennaji  
(Maroc)Abdeljalil Zaidane, Chercheur en  
Finances publiques, (Maroc)

IMPRESSION

Hebdo Litho, Saint-Léonard  
(Montréal, Québec)

**M**MAGHREB CANADA  
EXPRESS (MCE) est un  
mensuel édité et distribué au  
Canada depuis le 1<sup>er</sup> Juillet  
2003. Il est offert gratuitement  
dans les commerces ainsi que  
dans des lieux publics à Mon-  
tréal, Brossard, Laval et la ville  
de Sherbrooke, et ce, depuis sa  
création.



## 19 ans au Service de nos Communautés

(2003 - 2022)

Maghreb Canada Express  
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003  
Distribution à Montréal et Région  
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada



FRANCE

# L'Affaire Pogba



Photo :DR

C'est incontestablement l'un des joueurs de l'équipe de France, le plus discret, humble et discipliné. Nul n'aurait imaginé qu'il serait impliqué un jour dans une histoire rocambolesque d'extorsion de fonds; à quelques mois du Mondial de football au Qatar (du 20 novembre au 18 décembre) et qui pourrait avoir des conséquences sur les Bleus.

Né d'un père chrétien et d'une mère musulmane, Paul Pogba s'est converti tardivement à l'islam, encouragé par la foi de certains de ses proches. «J'avais beaucoup

*d'amis musulmans, on parlait beaucoup et je me posais des questions sur pleins de choses, puis j'ai commencé à faire mes propres recherches. J'ai prié une fois avec eux, j'ai senti quelque chose de différent, j'étais bien, puis j'ai juste continué...».*

Désormais plus apaisé que jamais, le milieu de terrain de l'équipe de France a conclu : «C'est une religion qui m'a ouvert l'esprit et qui fait de moi peut-être une meilleure personne».

## Un entourage nocif et un frère vindicatif

Paul Pogba dénonce des tentatives d'extorsions de fonds à laquelle participe, selon lui, son frère aîné Mathias âgé de 32 ans qui s'est lancé dans une carrière professionnelle, très sinueuse (13 clubs en 13 ans). Loin du succès de son cadet, il est sans club depuis son départ de la modeste équipe de Belfort, à l'été 2021 – où il n'a d'ailleurs pas laissé un souvenir impérissable, avec seulement douze matches au compteur.

Ces derniers mois, Mathias Pogba a aussi fait partie des chroniqueurs réguliers de l'émission de télévision "L'Équipe du soir", sur la chaîne L'Équipe. Jusqu'à présent, le clan Pogba paraissait extrême-

ment soudé, s'affichant très souvent ensemble sur les réseaux sociaux. Mathias, Florentin et leur mère, Yeo Moriba, assistent très régulièrement aux matches de l'équipe de France. Paul Pogba est également l'un des principaux donateurs de l'association de Mathias, "48 H POUR", dont l'objet est de récolter des fonds pour favoriser l'accès des enfants guinéens à l'eau potable et à l'éducation.

## L'origine de l'affaire

À la fin de l'été, Paul Pogba est blessé au genou. Son frère aîné Mathias publie une vidéo sur TikTok, dans laquelle il annonce des révélations "explosives" sur son cadet. Il assure que "le monde entier mérite de savoir certaines choses afin de décider en toute connaissance de cause si son frère mérite vraiment l'admiration, le respect, sa place dans l'équipe de France et s'il est une personne digne de confiance". Il promet aussi, dans ce message énigmatique, de livrer des informations impliquant Kylian Mbappé, le joueur star du PSG et de l'équipe de France. Mais aussi des révélations sur l'agente de Paul Pogba, Raïfaela Pimenta.

Après ces révélations, Paul Pogba, son agente et ses avocats réagissent en publiant un communiqué. Ils dénoncent des "tentatives d'extorsion en bande organisée" à l'encontre du joueur. "Les déclarations récentes de Mathias Pogba sur les réseaux sociaux ne sont malheureusement pas une surprise", précisent-ils et ajoutent que "les autorités compétentes en Italie et en France ont été saisies il y a

un mois". Le parquet de Paris a annoncé, le 2 septembre, l'ouverture d'une information judiciaire contre X, c'est-à-dire de confier l'enquête à des juges d'instruction.

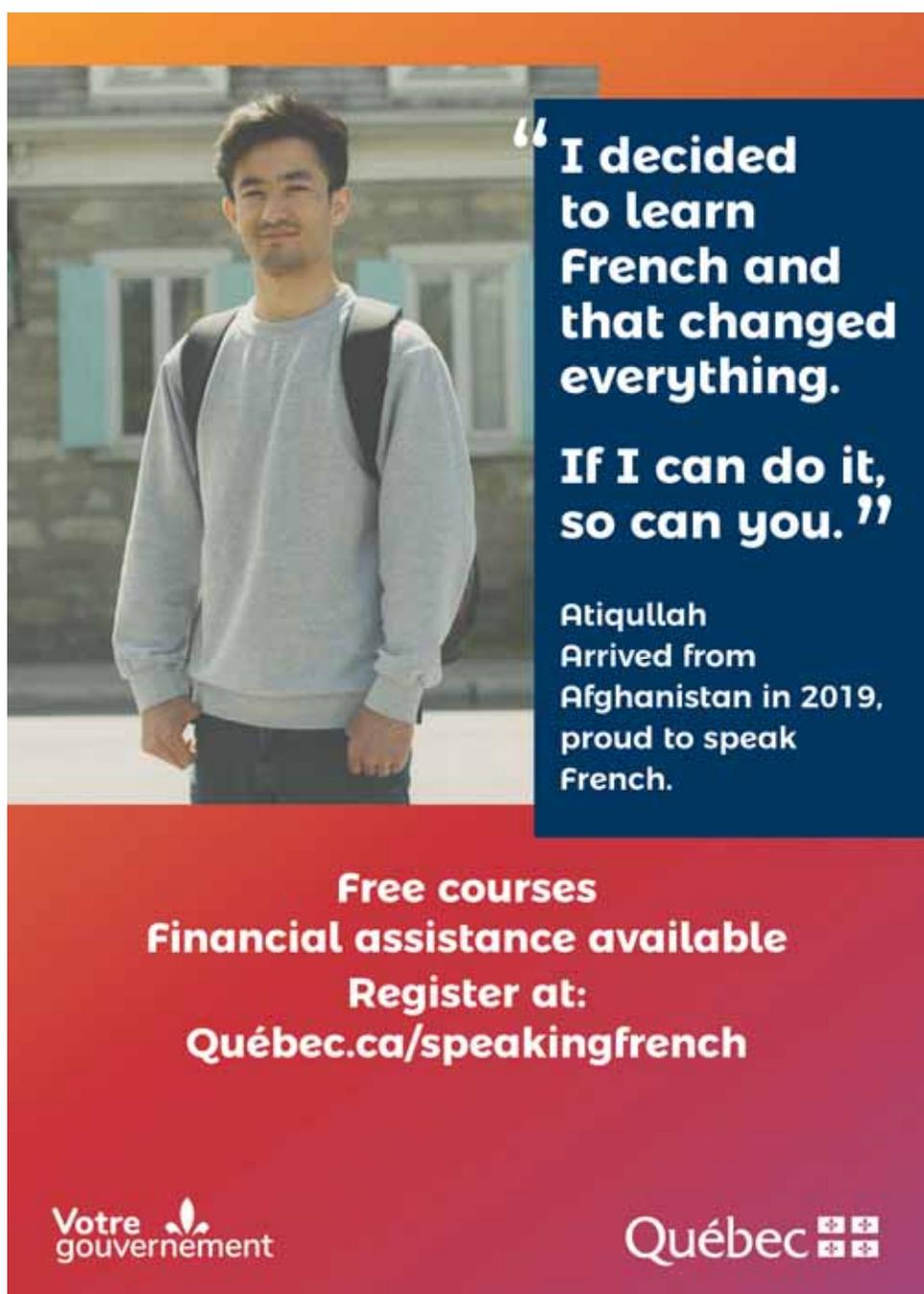
Lors de sa seconde audition face aux enquêteurs, Paul Pogba raconte que sa mère a subi également des pressions. En juillet, des inconnus se seraient présentés à son domicile pour lui réclamer 13 millions d'euros, en affirmant qu'ils ont protégé son fils Paul pendant des années, "contre des personnes qui lui voulaient du mal". Cet épisode a conduit l'agente de Paul Pogba à solliciter une protection pour la mère, auprès de l'officier de sécurité de l'équipe de France. Paul Pogba se dit également convaincu que son frère aîné Mathias agit sous la pression des racketteurs.

Devant un tel retentissement, l'avocat de Mathias Pogba a calmé le 9 septembre. "Compte tenu de l'évolution de l'affaire et de son retentissement médiatique, Mathias Pogba tient à indiquer avec force qu'il est totalement étranger à toute manœuvre d'extorsion à l'égard de son frère Paul.

À quelques mois de la coupe du monde au Qatar, Paul Pogba n'a pas besoin de tout ça.

Espérons que cette affaire n'impacte pas son jeu, car c'est l'un des plus brillants joueurs de foot du moment.

**Mustapha Bouhaddar**

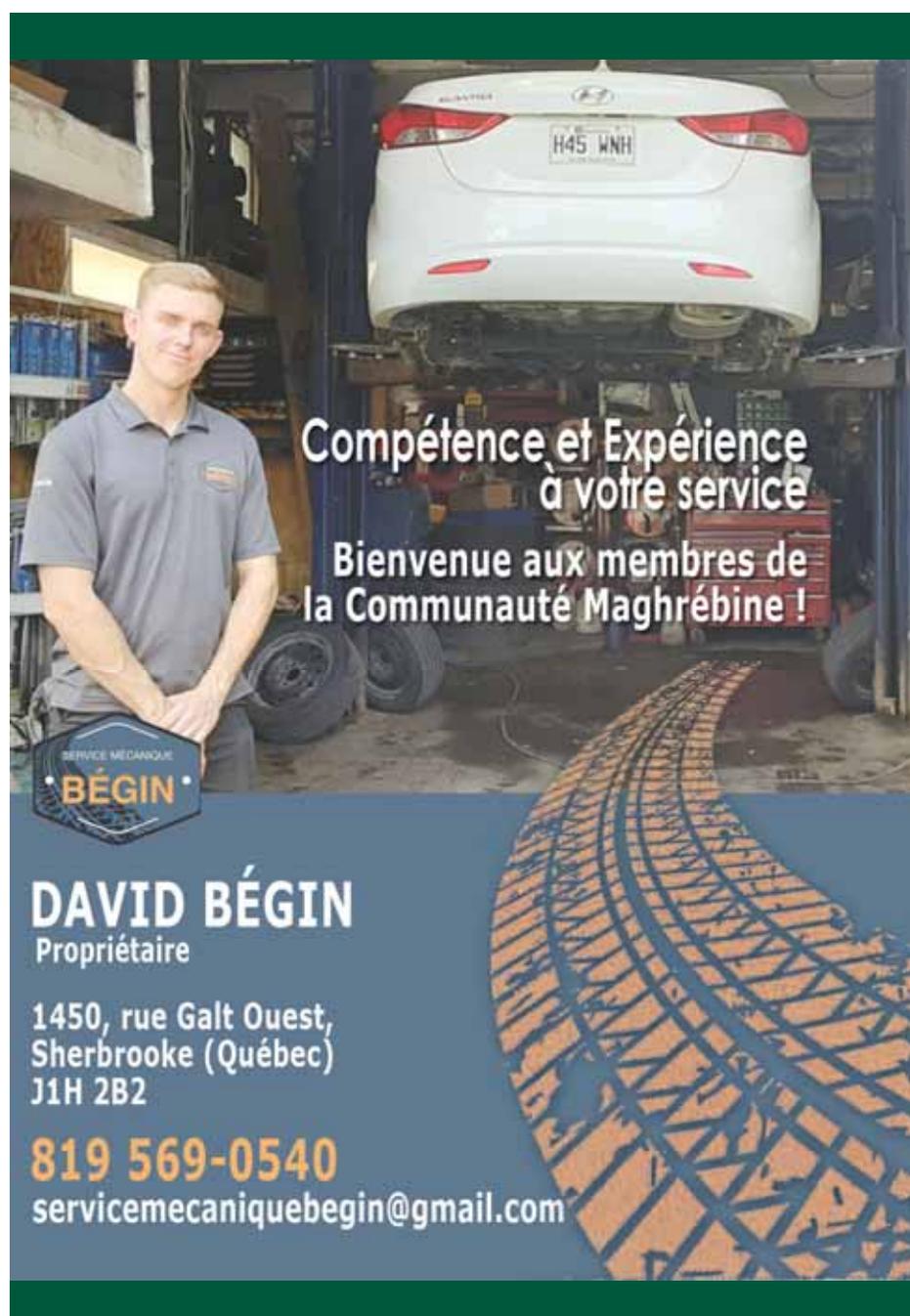


**“ I decided to learn French and that changed everything. If I can do it, so can you. ”**

Atiqullah Arrived from Afghanistan in 2019, proud to speak French.

**Free courses**  
**Financial assistance available**  
**Register at:**  
**Québec.ca/speakingfrench**

Votre gouvernement Québec



**Compétence et Expérience à votre service**  
**Bienvenue aux membres de la Communauté Maghrébine !**

**DAVID BÉGIN**  
Propriétaire

1450, rue Galt Ouest,  
Sherbrooke (Québec)  
J1H 2B2

**819 569-0540**  
servicemecaniquebegin@gmail.com

*Pour votre information...*



# LA PLUS BELLE PARTIE DE VOTRE VOYAGE FAITES ESCALE À ISTANBUL



## SÉJOUR À L'HÔTEL GRATUIT ET FACILITÉS DE VISA

1 nuit pour la classe Economy  
2 nuits pour la classe Business

## Vous pouvez prolonger votre séjour

avec des tarifs préférentiels à partir de  
**49 USD par nuit**



# TURKISH AIRLINES

Offre soumise à conditions. Pour en savoir plus, consultez [TurkishAirlines.com](http://TurkishAirlines.com)

MAROC

# L'Initiative Marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie pour le Sahara ; en quoi consiste-t-elle ?



Par **Abdel-Jalil Zaidane**, Tétouan (Maroc)

**D**epuis 2004, le Conseil de sécurité appelle régulièrement les parties et les États de la région à coopérer pleinement avec l'ONU pour mettre fin à l'impasse et progresser vers une solution politique.

C'est ainsi, et en réponse à cet appel, que le Maroc s'est inscrit dans une dynamique positive et constructive, en s'engageant à soumettre une initiative pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara ; c'est à dire la prédisposition de doter les provinces sahariennes d'un régime institutionnel particulier dans le cadre de la souveraineté du Royaume et du respect de son intégrité territoriale et de son unité nationale.

Ledit statut permet en effet sur le plan diplomatique de sortir de "l'impasse référendaire" en proposant une alternative crédible, respectueuse du droit des peuples à s'émanciper de la tutelle des pouvoirs centraux.

## La démocratie participative, l'inclusivité générationnelle

Au niveau national, le Maroc respire un processus de transition démocratique et réalise un pas de géant pour plus de démocratie. Il est un véritable pacte pour le changement et également le fruit d'une volonté politique en symbiose avec les aspirations du peuple marocain et des acteurs politiques. Il s'agit d'un choix irréversible de construire un État de droit démocratique et poursuivre résolument le processus de consolidation et de renforcement des institutions d'un État moderne, ayant pour fondements les principes de participation, de pluralisme et de bonne gouvernance et de développer une société solidaire où tous jouissent de la sécurité, de la liberté, de l'égalité des chances, du respect de leur dignité et de la justice sociale.

Au niveau international, le Maroc réaffirme son attachement aux droits de l'Homme, tels qu'ils sont universellement reconnus, ainsi que sa volonté de continuer à œuvrer pour préserver la paix et la sécurité dans le monde.

## L'engagement du Maroc en faveur d'une solution politique définitive

Le projet d'autonomie pour le Sahara garantit à tous les sahraouis à l'extérieur comme à l'intérieur, toute leur place et tout leur rôle, sans discrimination dans les instances et institutions de la Région autonome du Sahara. Cette dernière aurait une aptitude d'initiative en matière de relations extérieures puisqu'elle peut en concertation avec le Gouvernement, établir des liens de coopération avec des Régions étrangères en vue de développer le dialogue et la coopération interrégionale.

## Les éléments de base de la proposition marocaine

Le projet marocain d'autonomie s'inspire des propositions pertinentes de l'ONU et des dispositions constitutionnelles en vigueur dans les États géographiquement et culturellement proches du Maroc, et s'appuie sur des normes et standards internationalement reconnus.

Ainsi, le pouvoir exécutif serait dévolu au Chef du Gouvernement Régional du Sahara élu par le Parlement Régional et investi par le Roi. Des compétences importantes relèveraient de la Région autonome du Sahara, notamment en matière de développement économique d'infrastructures, d'administration territoriale, de développement social, d'environnement et de culture...

Au niveau des ressources, Les Provinces du Sud disposeront des ressources financières nécessaires à son développement, particulièrement : les impôts, taxes et contributions territoriales, les revenus de l'exploitation des ressources naturelles situées dans la région et perçus par l'Etat, les ressources nécessaires allouées dans le cadre de la solidarité nationale et les revenus provenant du patrimoine de la région.

L'État conservera la compétence exclusive, notamment sur les attributs de souveraineté, à savoir le drapeau, l'hymne national et la monnaie; les attributs liés aux compétences constitutionnelles et religieuses du Roi, Commandeur des croyants et garant de la liberté du culte et des libertés individuelles et collectives; aussi sur la sécurité nationale, la défense exté-

rieure et de l'intégrité territoriale et les relations extérieures du Royaume.

## Processus de mise en œuvre du statut d'autonomie

La région du Sahara sera dotée d'institutions locales, une institution législative ou Parlement qui sera composé de membres élus par les différentes tribus sahraouies avec une représentation féminine appropriée.

Le pouvoir exécutif de la Région autonome du Sahara sera exercé par un Chef de Gouvernement Régional élu par le Parlement régional (gouvernement parlementaire), qui est le représentant de l'Etat dans la Région et responsable devant le Parlement de cette dernière.

Le processus d'approbation et de mise en œuvre du statut d'autonomie prévoit d'abord que ce dernier fasse l'objet de négociations et sera soumis à une libre consultation référendaire des populations concernées. Ce référendum constitue, conformément à la légalité internationale, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, le libre exercice, par ces populations, de leur droit à l'autodétermination.

Le Royaume du Maroc prendra toutes les mesures nécessaires afin d'assurer aux personnes qui seront rapatriées une réinsertion complète au sein de la collectivité nationale, dans des conditions garantissant leur dignité, leur sécurité et la protection de leurs biens. De même, le Maroc, adoptera une amnistie générale excluant toutes poursuites, arrestation, détention, emprisonnement ou intimidation de quelque nature que ce soit...

## Conciliation entre l'autonomie et l'unité de l'État

A l'instar des expériences régionales ou autonomes dans les États unitaires, le projet marocain d'autonomie souligne l'importance et la nécessité de concilier entre la forme unitaire de l'État marocain et l'autonomie de la Région du Sahara. Dans ce sens, la représentation de l'État dans la région du Sahara, prévue par le projet, est une disposition d'une importance particulière qui permet à la fois de sauvegarder l'unicité du Maroc et de protéger les acquis de l'autonomie de la Région du Sahara.

Le Maroc continue de s'engager, avec détermination, dans une négociation sérieuse et approfondie, en vue de contribuer concrètement à la réalisation de la solution politique, définitive et mutuellement acceptable, tant at-

tendue par la communauté internationale.

Les développements positifs de l'affaire du Sahara confortent également la dynamique de développement soutenue dans nos provinces du Sud. En effet, celles-ci connaissent un essor général, illustré par le développement des infrastructures et la réalisation de projets économiques et sociaux. Grâce à ces projets, les régions du Sahara sont devenues, désormais, un espace ouvert aux opportunités de développement et une plateforme propice à l'investissement national et étranger.

Le Royaume nourrit l'espoir de trouver auprès de l'Algérie la même volonté politique et l'engagement de bonne foi, afin d'aboutir à la résolution définitive de ce différend, qui dure depuis plus d'un demi siècle, permettant, ainsi, de mettre fin à la séparation et à l'exil, de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité régionales et de favoriser la relance de la construction maghrébine.

## Le dossier du Sahara est le prisme à travers lequel le Maroc regarde le monde

Le Souverain marocain a adressé en août dernier, un message clair à certains pays comptant parmi les partenaires, traditionnels ou nouveaux du Maroc, et qui affichent des positions "ambiguës" au sujet de la question du Sahara marocain, pour qu'ils clarifient et revoient le fond de leur positionnement, d'une manière qui ne prête à aucune équivoque. Il a clairement souligné que le dossier du Sahara est le *prisme* à travers lequel le Maroc considère son environnement international, et l'aune qui mesure la sincérité des amitiés et l'efficacité des partenariats que le Maroc établit.

Point de solution en dehors de l'Autonomie. Avec l'Autonomie sous la Souveraineté marocaine, la solution est possible en tendant la main à toutes les parties, comme il l'a fait de tous temps. Aujourd'hui comme dans le passé, la Marocanité du Sahara ne sera jamais à l'ordre du jour d'une quelconque tractation.

Un hommage particulier aux membres de la communauté marocaine résidant à l'Étranger qui défendent avec abnégation l'intégrité territoriale du Maroc et qui se mobilisent en permanence pour la défense de la Nation et de ses intérêts supérieurs.

Abdel-Jalil Zaidane



## VIE PRIVÉE

## Québec : Certaines dispositions de la loi 25 sont déjà entrées en vigueur, vers la fin de septembre

La Commission d'accès à l'information du Québec rappelle aux entreprises et aux organismes publics l'entrée en vigueur, dès le 22 septembre 2022, de certaines dispositions de la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels dans le secteur privé, aussi appelée Loi 25. Cette réforme modernise les règles protégeant les renseignements personnels au Québec afin qu'elles soient mieux adaptées aux nouveaux défis posés par l'environnement numérique et technologique actuel.

Pour la présidente, M<sup>e</sup> Diane Poiras, « cette importante réforme touche chaque entreprise, chaque organisme public et chaque citoyen. Une protection accrue des renseignements personnels et de nouveaux droits pour le citoyen, une gestion des renseignements personnels plus responsable et transparente par les organismes publics et les entreprises : voilà les principales promesses de ces changements. »

### Les principales nouvelles obligations

En plus de respecter les obligations actuelles en matière de protection des renseignements personnels, les entreprises doivent notamment :

- Désigner une personne responsable de la protection des ren-

seignements personnels et publier son titre et ses coordonnées sur le site Internet de l'entreprise;

- En cas d'incident de confidentialité, tenir un registre de tous les incidents et prendre rapidement des mesures afin de diminuer le risque qu'un préjudice soit causé aux personnes concernées. Une entreprise doit aussi aviser la Commission et les personnes concernées de tout incident présentant un risque sérieux de préjudice;
- Divulguer préalablement à la Commission la vérification ou la confirmation d'identité faite au moyen de caractéristiques ou de mesures biométriques;
- Respecter le nouvel encadrement applicable à la communication de renseignements personnels sans le consentement de la personne concernée dans le cadre d'une transaction commerciale ou encore à des fins d'étude, de recherche ou de productions de statistiques.

En plus de ces obligations, les organismes publics devront aussi former un comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.

Rappelons que les modifications

apportées par la Loi 25 entrent progressivement en vigueur sur une période de trois ans, jusqu'en 2024. La prochaine date à retenir est le 22 septembre 2023.

La Commission invite les entreprises à consulter l'aide-mémoire conçu afin de les aider à respecter ces nouvelles obligations et à mieux protéger les renseignements personnels : Aide-Mémoire : Résumé des nouvelles obligations des entreprises.

La Commission remercie les organisations suivantes pour leur collaboration à la diffusion d'informations au sujet de ces nouvelles obligations : le Barreau du Québec, le Conseil québécois du commerce de détail, la Fédération des chambres de commerce du Québec, le ministère de l'Économie et de l'Innovation, le Registraire des entreprises du Québec, le Réseau de l'informatique municipale du Québec et Services Québec.

Pour plus d'informations, visitez le site Web de la Commission : <https://www.cai.gouv.qc.ca/entreprises/>

### Source :

Dominique D'Anjou, Responsable des relations publiques Commission d'accès à l'information du Québec et CNW Telbec.

**Loi sur les langues officielles : Un projet de loi qui nécessite des amendements**



Joël Godin . Photo : DR

Joël Godin, le ministre du Cabinet fantôme conservateur responsable des langues officielles, anticipe un automne très chargé dans le contexte du projet de loi C-13 modifiant la Loi sur les langues officielle qui sera étudié au Comité permanent des langues officielles.

« Les organismes francophones et le rapport du commissaire aux langues officielles indiquent clairement que ce projet aura besoin d'améliorations importantes. Si nous voulons arrêter le déclin du français, il faudra que le C-13 soit renforcé. Je travaille à des améliorations qui toucheraient, entre autres, le rôle du Conseil du Trésor afin d'en faire une agence centrale, l'ajout de clauses linguistiques et l'atteinte des cibles en immigration francophone. De nombreuses interrogations se posent avec ce projet de loi. Je demande respectueusement à la ministre de reconnaître les faiblesses de son projet de loi et d'accepter des amendements, a souligné Joël Godin ».

Source : Francois.Delisle

Maintenant que tout le monde est devenu écrivain, le lecteur va se faire payer cher et va même signer des dédicaces 🙌😊

AEF, Facebook



## 19 ans au Service de nos Communautés

(2003 - 2022)

Maghreb Canada Express  
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003  
Distribution à Montréal et Région  
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada 





**Services gratuits!**

110, rue Jean-Talon Ouest  
Montréal, QC, H2R 2X1  
T 514 271.3533 F 514 271.1910  
[info@laisonnee.org](mailto:info@laisonnee.org)  
[www.laisonnee.org](http://www.laisonnee.org)

## AIDE AUX IMMIGRANTS

ACCUEIL • INTÉGRATION • EMPLOI



### SERVICE ACCUEIL ET INTÉGRATION

- Accompagnement et soutien aux premières démarches d'installation
- Aide à la recherche de logement
- Cours de français pour nouveaux arrivants
- Cours d'anglais pour les résidents permanents, les citoyens naturalisés et les réfugiés acceptés
- Orientation et soutien dans les démarches d'intégration: parrainage, citoyenneté, permis de travail et d'étude
- Accompagnement et soutien des femmes afin de favoriser leur participation citoyenne
- Aide alimentaire et informations sur la saine alimentation
- Soutien aux jeunes et aux parents
- Activités socioculturelles et bénévolat
- Écoute psychosociale

### SERVICE EMPLOYABILITÉ

- Services d'aide à l'emploi (SAE): Spécialisés, à la carte et selon les besoins ciblés
- Rencontres individuelles : Évaluation des besoins et orientation professionnelle
- Ateliers de recherche d'emploi
- Information sur le marché du travail et traitement des offres d'emploi
- Bonification de CV par compétences, potentiel, cible et création de CV Master
- Simulation et préparation aux entrevues d'embauche
- Préparation aux concours de la fonction publique
- Assistance pour la reconnaissance des acquis professionnels et académiques hors Québec
- Choix de carrière et de formation professionnelle
- Rencontres avec les employeurs, sessions d'information et réseautage professionnel
- Visites exploratoires dans les industries et entreprises
- Placement et maintien durable en emploi

**43 ANS** D'EXPÉRIENCE EN MATIÈRE D'INTÉGRATION

**30 000** PERSONNES FONT APPEL À NOUS CHAQUE ANNÉE

[f](https://www.facebook.com/laisonnee.org) [i](https://www.instagram.com/laisonnee.org) [in](https://www.linkedin.com/company/laisonnee.org) [y](https://www.youtube.com/channel/UC...) /[laisonnee.org](http://laisonnee.org)

French and English lessons

**COURS DE FRANÇAIS ET D'ANGLAIS\***

\*Sous conditions d'admissibilité

**Immigrants ?**

**Découvrez nos services !**

ACCUEIL • INTÉGRATION • EMPLOYABILITÉ

Inscrivez-vous!  
Sign up!

514 271-3533

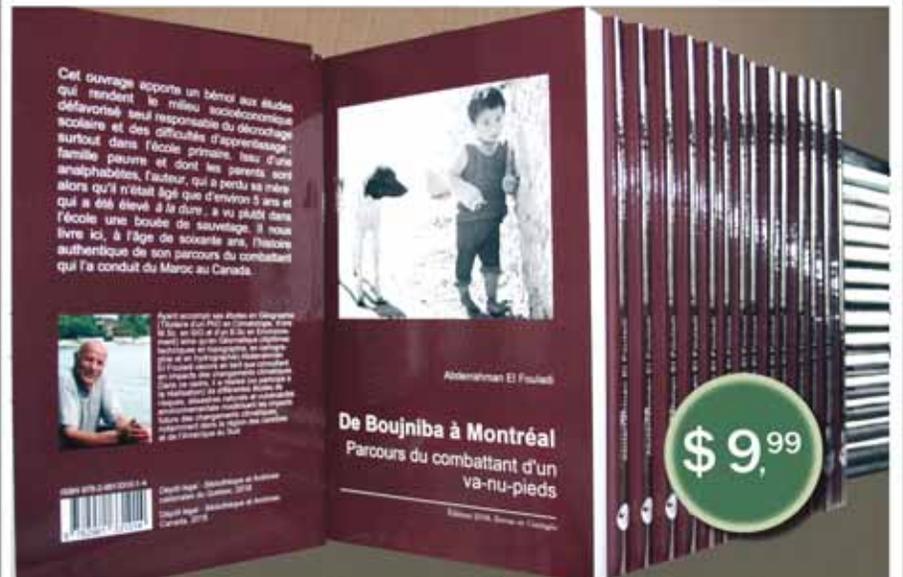
**L'AMAISSONNÉE**

110, rue Jean-Talon Ouest,  
Montréal (QC) H2R 2X1  
Jean-Talon | De Castelnau

[laisonnee.org](http://laisonnee.org)

Avec la participation financière de :

**Québec**



**De Boujniba à Montréal**  
Parcours du combattant d'un va-nu-pieds

"Un bras de fer entre un enfant et son destin"

**Commandez votre copie dédiée**

Tél. 514-576-9067  
courriel : [contact@elfouladi.com](mailto:contact@elfouladi.com)  
Paiement : Virement interac ou chèque

**Livraison gratuite au Canada**